



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 8 | 2006

**Méthodologies et pratiques territoriales de l'évaluation en matière de développement durable**

---

# Les relations sociales, frein ou moteur de la durabilité

Approche par la notion de rayon de confiance

Jean-Marc Callois

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3284>

DOI : 10.4000/developpementdurable.3284

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Jean-Marc Callois, « Les relations sociales, frein ou moteur de la durabilité », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 8 | 2006, mis en ligne le 07 janvier 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3284> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.3284

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# *Les relations sociales, frein ou moteur de la durabilité*

Approche par la notion de rayon de confiance

Jean-Marc Callois

---

- 1 Les contributions théoriques sur le développement territorial mettent fréquemment en avant l'importance de la cohésion et de l'identité locale pour parvenir à une vision partagée de l'avenir du territoire, et faciliter la mise en œuvre d'actions collectives. Ces éléments sont également invoqués lorsqu'il est question de la durabilité du développement. Ainsi, n'est-ce pas à cause de la faible cohésion de sa société que l'Indonésie a basculé dans la guerre civile lorsqu'elle a été touchée par la crise asiatique en 1997 (Stiglitz, 2002) ? N'est-ce pas à cause de leur manque d'identité, de leur manque d'attachement à l'endroit où ils habitent que nombre de nos contemporains ont un comportement peu respectueux de l'environnement ? Un peu plus de cohésion favoriserait en outre les transports collectifs ou le covoiturage, et plus généralement instaurerait un contrôle social favorable aux comportements citoyens...
- 2 Ainsi, l'intuition suggère que cohésion et identité favoriseraient les trois dimensions de la durabilité. La durabilité économique en facilitant la mobilisation collective. La durabilité environnementale en favorisant l'attachement à la qualité de vie collective. Et enfin la durabilité sociale de manière pratiquement tautologique. De fait, plusieurs politiques territoriales récentes, comme celle des Pays ou le programme communautaire Leader, font le pari implicite que favoriser la cohésion locale est un pré-requis de la durabilité<sup>1</sup>.
- 3 Pourtant, l'hypothèse d'un rôle uniformément positif de l'identité et de la cohésion sur la durabilité est critiquable à la fois pour des raisons théoriques et empiriques. Sur le plan théorique, identité et cohésion sont des notions très difficiles à définir rigoureusement. Il convient en particulier de définir précisément les groupes de référence concernés, ce qui est souvent éludé dans les discours sur le développement territorial (Brubaker, 2001).
- 4 Indépendamment de ces problèmes de définition, l'expérience montre qu'identité et cohésion ne garantissent pas nécessairement la durabilité, et ce dans des cas qui ne sont pas qu'anecdotiques. Il peut tout d'abord y avoir des contradictions entre les trois

dimensions de la durabilité. Le modèle breton en agriculture, basé en grande partie sur l'intensification et l'élevage hors-sol, illustre bien l'existence d'un mode de développement économique :

- durable sur le plan social (car il a permis de préserver de nombreux emplois agricoles sur le long terme),
- durable à moyen terme sur le plan économique (car, basé sur des produits peu différenciés, il est vulnérable à l'accroissement de la concurrence extérieure, et il produit en outre des effets négatifs sur les autres secteurs comme le tourisme),
- mais (naturellement) pas du tout durable sur le plan environnemental.

- 5 Dans les pays en développement, à la suite des contributions pionnières de Helliwell (1996) et Grootaert (1998), la littérature sur le capital social a essayé de montrer que la cohésion sociale pouvait avoir un rôle déterminant dans le développement. En compensant l'absence d'institutions (et de marchés) efficaces, elle faciliterait l'obtention du crédit et la gestion du risque. Plus récemment, la notion de capital social a été mobilisée pour des problématiques de développement régional en pays industrialisés (Rupasingha *et al* 2002 ; Beugelsdijk et van Schalk, 2005). L'impact de la cohésion sur la performance économique reste sujet à débat, bien que de nombreuses études empiriques concluent à un effet positif (Durlauf et Fafchamps, 2004). Toutefois, même si un tel impact est avéré, cela n'implique pas forcément un mode durable de développement. En effet, le développement peut se faire à travers la dilapidation d'un capital, notamment naturel comme c'est le cas par exemple en Afrique ou à Madagascar.
- 6 Varughese et Ostrom (2001) étudient l'efficacité et la durabilité de la gestion forestière au Népal. Ils montrent que la cohésion (mesurée par un indicateur d'homogénéité sociale) n'est pas un élément déterminant dans l'efficacité. Ils estiment que l'élément le plus important est le fonctionnement des institutions et le tempérament des leaders.
- 7 Par ailleurs, comme nous allons le discuter dans la section suivante, lorsque la société est fragmentée en sous-groupes qui entretiennent assez peu de rapports entre eux, même si la cohésion est grande à l'intérieur de chacun des sous-groupes ou du sous-groupe dominant, la durabilité du développement ne sera pas garantie.
- 8 Comment réconcilier l'intuition d'une cohésion favorable à la durabilité avec les observations empiriques ? Cet article entend montrer que l'encastrement social des individus est effectivement un élément déterminant, mais à condition d'aller au-delà d'une vision unidimensionnelle de la cohésion. Il montre qu'en prenant en compte l'étendue dans l'espace social de la cohésion, la relation entre encastrement social et durabilité peut être mieux comprise.
- 9 Le reste de l'article est organisé comme suit. La première section présente le cadre d'analyse, qui mobilise la notion de rayon de confiance, introduite par Francis Fukuyama (1995) dans ses travaux sur le développement international. L'analyse en termes de rayon de confiance permet de mieux comprendre les effets positifs et négatifs de la cohésion sur la durabilité. La seconde section donne des résultats empiriques issus de six études de cas, et illustre une méthode pour rendre opérationnelle la notion de rayon de confiance. La dernière section conclut par des perspectives de recherches et d'applications en évaluation et en mise en œuvre des politiques territoriales.

## 1. Encastrement social et développement durable

- 10 A la lumière des exemples présentés en introduction, il est nécessaire de procéder à une analyse plus fine des liens entre cohésion et durabilité. Pour cela, il convient d'abord de distinguer les effets positifs et négatifs des relations sociales.

### 1.1 Des arbitrages à résoudre dans les trois dimensions de la durabilité

- 11 Le fait que les relations sociales ont un caractère ambigu, à la fois positif et négatif, est maintenant bien mis en évidence par les recherches sur le sujet (Portes et Landolt, 1995 ; Shortall, 2004). Dans le domaine économique, Callois (2004) propose une analyse systématique des mécanismes par lesquels les relations sociales interagissent avec les phénomènes économiques. Le but de cette section est d'étendre ces raisonnements aux autres dimensions de la durabilité. Naturellement, l'usage des termes « positifs » et « négatif » ne doit pas faire croire à une représentation manichéenne des mécanismes sociaux. Il est d'ailleurs clair que les aspects positifs et négatifs sont souvent étroitement liés dans la réalité. Cependant, cette représentation stylisée a le mérite de mettre en évidence clairement les facteurs sociaux favorables ou défavorables à la durabilité.

#### 1.1.1 Le côté positif

- 12 Le côté positif des relations sociales est souvent celui qui est le plus mis en avant. Les relations sociales permettent la transmission d'informations difficiles à obtenir, soit parce qu'elles ont un contenu stratégique (le vendeur de voitures d'occasion a intérêt à faire croire que ses mauvaises voitures sont de bonne qualité s'il pense ne pas revoir son client ensuite), soit parce qu'elles sont spécialisées et nécessitent des compétences ou connaissances pointues (le produit que je veux vendre pourra-t-il trouver un marché ? où sont ses clients potentiels ?). Dans ces deux cas, les relations sociales pallient ce que les économistes appellent une imperfection de marché, en l'occurrence l'information imparfaite des agents économiques. Il est vrai que des solutions formalisées existent pour traiter ces problèmes d'information (des dispositifs de surveillance, le recours en justice, les études de marché...), mais elles sont souvent plus coûteuses que lorsque des relations sociales adaptées existent.
- 13 L'intérêt des relations sociales à travers les échanges d'informations est également perceptible dans les autres dimensions de la durabilité. Il reste cependant plus marginal dans le domaine environnemental, où les relations sociales permettent surtout d'échanger des informations sur la qualité de certains produits. La confiance que permettent les relations sociales, lorsqu'elles sont suffisamment fortes, peut résoudre l'asymétrie d'information sur les conditions de fabrication, notamment pour les produits agroalimentaires (Perrier-Cornet et Sylvander 2000).
- 14 Sur le plan social, les mécanismes sont plus subtils. L'interaction sociale se manifeste en partie par un échange d'informations verbales et non verbales, formellement assimilables à des échanges d'informations, même si elles ont naturellement une profondeur psychologique bien plus importante. Ces échanges ont une fonction importante de soutien affectif (Akerlof et Kranton, 2000). En outre, se parler est aussi apprendre à se

connaître, apprendre à mieux accepter certaines différences culturelles ou simplement de point de vue, ce qui rend la société plus vivable, moins tendue.

- 15 L'autre grande classe d'effet positif des relations sociales est la tendance des individus à internaliser les intérêts du groupe. Cette tendance découle de deux mécanismes qui se renforcent mutuellement : l'existence de normes de comportement partagées, et l'existence d'un contrôle social qui fait que les comportements considérés comme déviant sont risqués.
- 16 Sur le plan économique, cette tendance à l'internalisation des intérêts collectifs permet l'action collective, ce qui est très utile notamment lorsque les marchés du crédit sont imparfaits. L'exemple probablement le plus fameux est celui de l'octroi du crédit dans les pays en développement. Souvent, les organismes bancaires imposent des taux d'intérêt très élevés en raison du fort risque de non remboursement, lui-même lié à des institutions défectueuses. Là où les relations sociales sont fortes se mettent en place des systèmes de tontine, ou bien de contrôle social des emprunteurs, par exemple le « *peer-monitoring* » (Stiglitz, 1993). Cette situation n'est pas l'apanage des pays en développement. Même là où les prêts sont garantis par des institutions adaptées, les organismes bancaires sont souvent réticents à prêter à des porteurs de projets venant de zones qu'ils connaissent mal (par exemple les zones rurales ou les quartiers sensibles) et/ou pour des projets inhabituels. Dans ce cas, une mobilisation collective peut être utile pour rassembler les fonds nécessaires.
- 17 Un problème analogue dans lequel la capacité d'action collective est utile concerne la gestion du risque. Là encore, même si des marchés d'assurance existent, ils peuvent être inaccessibles ou occasionner des coûts de transaction trop importants. Par exemple, il paraît ridicule de vouloir prendre une assurance pour pouvoir garder son enfant le soir où l'on a besoin de s'absenter, alors que l'on a des amis ou de la famille qui peuvent le faire.
- 18 L'intérêt de la capacité à internaliser les intérêts du groupe est évidente dans le domaine environnemental. Pour prendre un exemple trivial, un individu socialement très intégré aura peu tendance à laisser des déchets sur la voie publique (Goette *et al.*, 2006). Plus généralement, l'internalisation des intérêts collectifs permet de résoudre ce que les économistes appellent les problèmes d'externalités. Il s'agira à la fois des externalités négatives (comme l'exemple des déchets sur la voie publique, mais aussi le comportement de pollueur de certaines entreprises industrielles) que positives (par exemple, l'entretien des espaces naturels par leurs propriétaires).
- 19 Un autre effet plus indirect dans le domaine environnemental est l'attachement à la région où l'on habite. Les pays où la conscience environnementale est la plus forte sont typiquement des pays où les individus sont très intégrés socialement (Todd, 1990) : Allemagne, Suisse, pays scandinaves... En effet, cette intégration sociale forte se traduit entre autres par une préoccupation pour la préservation de l'héritage naturel. De manière plus anecdotique, des individus qui ont beaucoup tendance à interagir socialement auront probablement plus facilement tendance à fréquenter des transports collectifs...
- 20 Dans le domaine social, l'internalisation des intérêts du groupe, par le contrôle social et les règles partagées, facilite de toute évidence le respect des règles de vie en société. Sur le plan psychologique, cela contribue aussi à stabiliser l'environnement et à réduire l'anxiété liée à l'incertitude, sur le plan tant matériel qu'affectif (North, 1990).

- 21 L'existence de relations sociales paraît donc contribuer utilement aux trois dimensions de la durabilité. Mais cela ne veut pas dire qu'il faille donner pour mission aux politiques territoriales de renforcer à tout prix les liens entre les habitants. Du moins faut-il le faire avec discernement. Car il existe des effets négatifs des relations sociales pour la durabilité, qui sont souvent loin d'être négligeables.

### 1.1.2 Le côté négatif

- 22 Deux éléments viennent tempérer la vision positive des relations sociales : le problème de la fermeture et la prise en compte de l'élément temporel. De fait, un fort encastré social peut engendrer une société très fermée, ce qui peut être non seulement difficile à vivre sur le plan psychologique (par la perte d'autonomie individuelle), mais également nuisible collectivement. Examinons cela selon les trois dimensions de la durabilité.
- 23 Sur le plan économique, l'efficacité de la transmission d'informations dont il a été question plus haut dépendra énormément de la forme des réseaux sociaux. Si ces réseaux sont trop refermés sur eux-mêmes, aucune information nouvelle ne circulera, et il y aura un risque de difficulté à maintenir une performance économique dans un contexte évolutif et concurrentiel. D'autre part, un fort encastré social peut diminuer les incitations : si je sais que l'on m'aidera en cas de difficultés, je serai moins incité à donner le meilleur de moi-même. Enfin, l'action collective elle-même peut être globalement négative, à travers des effets de collusion, lorsqu'un petit groupe s'organise pour bénéficier d'avantages au détriment du reste de la société. En effet, rien n'assure qu'une capacité d'organisation forte sur un territoire bénéficie à l'ensemble des habitants de ce territoire. Perrier-Cornet (1990) montre par exemple que les cas exemplaires du Comté et du Parmegiano Regiale ne devaient pas faire oublier que d'organisation remarquable du secteur agricole avait pour pendant un processus d'exclusion importante d'une partie de la paysannerie.
- 24 Concernant les questions environnementales, si la cohésion peut être utilisée au service d'objectifs environnementaux, elle peut aussi l'être contre ces objectifs. Les normes en vigueur ont beaucoup d'importance dans le résultat. Le cas du modèle breton en agriculture (Daucé et Léon, 2003), cité en introduction, montre que, la préservation de l'environnement ne faisant pas partie des valeurs portées par la profession agricole, le formidable potentiel d'action collective s'est exercé au détriment de l'environnement, allant jusqu'à entraver fortement l'application des réglementations dans ce domaine.
- 25 Dans le domaine social, nous avons vu que les relations sociales permettaient de mieux se connaître et s'accepter. Mais tout dépend bien entendu de la façon dont les relations sociales sont réparties entre les individus. Si les informations sur différents groupes sociaux tournent en cercle fermé, cela peut produire l'effet exactement inverse. Supposons en effet qu'il existe deux grandes options culturelles, l'option A et l'option B. Si les tenants de l'option A et les tenants de l'option B sont répartis en deux groupes qui ne parlent qu'entre eux, les membres de chaque groupe vont avoir tendance à développer des représentations stéréotypées, souvent teintées de méfiance, voire d'agressivité, envers les membres de l'autre groupe (Cf. notamment la « *Robbers Cave Experiment* » citée par Durlauf et Fafchamps, 2004).
- 26 Toutes ces difficultés peuvent être exacerbées lorsque, en outre, on prend en compte l'élément temporel. Dans le domaine économique, une forte cohésion qui semble à première vue bénéfique peut avoir des effets négatifs sur la durée, par exemple elle peut

aboutir à maintenir un *statu quo* non viable sur le long terme. A court terme, la cohésion sociale peut préserver une situation acquise. Mais cela peut produire un décalage en termes de productivité, d'adaptation à l'environnement extérieur, d'où peut résulter une « catastrophe » économique et sociale bien plus grande dans le futur.

- 27 Dans le domaine environnemental, un consensus « contre l'environnement » peut freiner la prise de conscience des problèmes, qui tendront souvent à s'accroître avec le temps.
- 28 Cette « tyrannie du consensus » s'étend au domaine social, où les phénomènes d'exclusion et de ségrégation sont bien entendu auto-renfoçants. L'espace social tend alors à se segmenter de manière croissante, les préjugés négatifs réciproques devenant auto-réalisateurs, jusqu'à ce que peut-être un Roméo et une Juliette viennent tenter de transgresser la norme établie, à leurs risques et périls.
- 29 Le tableau 1 résume les effets des relations sociales sur la durabilité. La distinction entre les trois dimensions de la durabilité est parfois artificielle, car certains phénomènes transcendent les catégories. Par exemple l'entraide contribue à la fois à la durabilité économique (gestion du risque) et sociale.

Tableau 1. Effets positifs et négatifs des relations sociales

Dimension	Economique	Environnementale	Sociale
<b>Effets positifs</b>	Résolution de problèmes d'informations Actions collectives Gestion du risque	Internalisation des externalités Attachement à la qualité de vie locale	Empathie Soutien affectif Partage Contrôle social de l'incivisme
<b>Effets négatifs</b>	Manque d'incitations Manque d'ouverture Collusion	Spoliation collective de ressources naturelles	Exclusion Ségrégation

- 30 La question est donc de savoir comment capter au maximum les effets positifs des relations sociales, tout en évitant les effets négatifs.

## 1.2. Rendre les relations sociales plus favorables au développement durable.

- 31 Pour bien comprendre comment les relations sociales peuvent être favorables au mieux au développement durable, nous allons distinguer deux fonctions essentielles : une fonction stabilisatrice et une fonction d'échange. Ensuite, nous verrons que la notion de rayon de confiance est un critère simple pour pondérer les effets négatifs et positifs sur la durabilité.

### 1.2.1 Deux grandes fonctions des relations sociales

- 32 Pour analyser le fonctionnement de la relation sociale dans les domaines de la durabilité qui nous intéressent, on peut considérer qu'elle est intermédiaire entre les deux formes de relations « polaires » définies notamment par l'économie institutionnelle (Williamson, 2000) : la relation marchande et la relation hiérarchique. La relation marchande pure concerne exclusivement l'échange. Sa fonction est de faire se rencontrer des agents aux dotations complémentaires. En principe, plus les agents sont différents, plus il y a de chances que l'échange soit bénéfique à ses protagonistes. La relation hiérarchique pure, à l'inverse, ne se pense pas en termes d'échange. Elle est établie pour stabiliser une façon particulière d'exercer des activités humaines. La relation sociale possède des caractères de ces deux types de relations, ce qui la rend d'ailleurs particulièrement délicate à étudier. Mélange d'éléments affectifs, d'intérêts personnels, de comportements conditionnés, elle se prête difficilement à l'analyse et à l'étude empirique. Ce qui importe ici est qu'elle peut servir à la fois à stabiliser l'environnement des individus et à leur apporter des ressources nouvelles.
- 33 Ces deux grandes fonctions, très différentes, des relations sociales, ont été étudiées en détail par des sociologues tels que Mark Granovetter (2004) et Ronald Burt (2000). Leurs travaux se basent sur l'étude des réseaux sociaux individuels (et non sur l'étude des normes et des valeurs). L'originalité de leur approche est l'hypothèse que la structure sociale porte en elle la signature des types de fonctions qu'elle remplit. Ainsi, un réseau social très dense remplira essentiellement une fonction de stabilisation. Les individus situés dans ce réseau bénéficieront d'une forte prédictibilité du comportement de leurs contacts. A l'inverse, un réseau comportant des liens peu redondants (i.e. que peu de chemins différents relient deux individus nouveaux) portera probablement de nombreuses opportunités d'échanges originaux.
- 34 Les études empiriques sur le lien entre performance individuelle et structure des réseaux sociaux montrent des convergences remarquables. Que l'objet d'étude soit des demandeurs d'emploi (Granovetter, 1973), des firmes industrielles (Uzzi, 1996), des cadres d'entreprise ou des chercheurs en R&D (Burt, 2000), une trop grande cohésion/densité de liens sociaux produit des effets négatifs. En fait, la relation entre cohésion et performance suit une courbe « en cloche » : lorsque la cohésion dépasse un certain seuil, elle devient néfaste, et il est alors important de développer des liens « non-redondants » ou « liens ponts », c'est-à-dire éloignés dans l'espace social, pour profiter à nouveau des avantages des liens sociaux.
- 35 Cet effet de « saturation » de la cohésion est facile à comprendre. Lorsque les réseaux sont trop cohésifs, ils engendrent une grande inertie, un faible renouvellement, une trop faible diversité. Les effets négatifs listés en bas du tableau 1 découlent presque tous d'un excès de fermeture, d'un manque de « liens ponts ».

### 1.2.2 Une notion synthétique : le rayon de confiance

- 36 Dans le contexte du développement territorial, l'arbitrage entre cohésion et ouverture peut se traduire de la manière suivante : pour que les liens sociaux soient favorables au développement durable, il faut qu'ils aient une portée suffisante dans l'espace social, sans quoi on aboutirait à des phénomènes de fermeture et de ségrégation. Toutefois, la capacité cognitive et le temps dont disposent les individus pour socialiser étant limités



(chacun ne peut pas entretenir de relations approfondies avec tout le monde), une trop grande ouverture aboutirait à une « dilution » de la cohésion, et à une perte de stabilité des rapports sociaux. Il convient donc de se situer à une échelle « intermédiaire » entre des réseaux très fermés (chacun entretient des relations très stables et approfondies avec un petit nombre d'individus aux caractéristiques semblables) et une dilution totale des relations sociales (chacun fréquente de manière superficielle un grand nombre d'individus aux caractéristiques variées).

- 37 Pour objectiver cette idée, la notion de rayon de confiance se montre particulièrement féconde. Cette notion est issue des travaux de Fukuyama (1995), et a été définie à l'origine à l'échelon national. Un individu dispose d'un rayon de confiance élevé s'il est capable d'établir des relations où existent un risque d'opportunisme avec des agents éloignés de lui dans l'espace social.
- 38 Pour Fukuyama, dans les pays à haut rayon de confiance (Japon, pays scandinaves), les échanges productifs peuvent se faire à peu de frais (« coûts de transaction ») entre des individus aux ressources complémentaires, d'où une grande efficacité. A l'inverse, là où le rayon de confiance est bas, des dispositifs bureaucratiques lourds et coûteux, voire totalitaires (Amérique latine), ont souvent été mis en place pour sécuriser les transactions.
- 39 La notion de rayon de confiance peut se transposer à l'échelle de territoires. Elle peut être définie comme l'étendue dans l'espace social d'un individu des relations qu'il considère comme empreintes de confiance. C'est aussi la taille de l'espace social au sein de laquelle un individu se sent « à l'aise » pour interagir socialement (et cela détermine aussi son comportement vis à vis de l'échange économique et de l'environnement).
- 40 Il convient de ne pas confondre rayon de confiance et étendue de l'espace social d'un individu. En effet, du fait des capacités limitées des individus, trop connaître de monde, c'est aussi les connaître trop superficiellement, et donc être vulnérable à des comportements opportunistes imprévisibles. Le rayon de confiance bute donc sur une limite qui peut être éventuellement contournée par l'articulation avec des institutions formelles.
- 41 La focalisation sur le rayon de confiance est quelque peu réductrice par rapport à l'ensemble des mécanismes dans lesquelles les relations sociales sont impliquées, en particulier les transmissions d'informations, dont certaines ne nécessitent que très peu de confiance. Cependant, par rapport aux questions de durabilité, il s'agit bien de la dimension centrale. En effet, les effets négatifs des relations sociales sont dus essentiellement à un espace social trop étriqué. Même d'éventuelles valeurs « anti-environnementales » sont diminuées par un élargissement du rayon de confiance, par exemple, en permettant aux agriculteurs (pollueurs) de mieux communiquer avec les citoyens (demandeurs de qualité de l'environnement rural) (Ollivro, 2005).
- 42 Distinguer différents niveaux de proximité dans l'espace social est désormais un thème courant de la littérature sur le capital social (Woolcock, 1998), et a d'ailleurs déjà reçu des propositions théoriques d'application dans le domaine du développement territorial (Angeon *et al*, 2006). Si ces propositions sont séduisantes sur le plan théorique, il reste maintenant à les rendre opérationnelles dans l'évaluation pratique de la durabilité.

### 1.2.3 Vers une évaluation empirique du rayon de confiance

43 Le rayon de confiance reste en effet une notion très abstraite, que Fukuyama lui-même ne tente guère de mesurer. En s'inspirant des travaux de Ronald Burt et Mark Granovetter cités plus haut, une façon simple de mesurer le rayon de confiance des habitants d'un territoire consiste à étudier la forme de leur espace social. En l'absence d'études sociométriques détaillées, il reste possible d'approcher la mesure de la notion en mesurant l'intensité de liens sociaux à plusieurs échelles :

- A l'échelle locale, mesurer la force de la sociabilité et l'existence de valeurs d'action collective.
- A une échelle intermédiaire, celle du territoire ou de la région, mesurer l'imbrication entre les différentes catégories sociales.
- A une échelle vaste, au-delà de la région, mesurer la densité des liens.

44 Cette approche permet une première évaluation du rayon de confiance et de ses conséquences sur la durabilité. En effet, lorsque la sociabilité locale sera forte, mais les liens intermédiaires et extérieurs faibles, nous serons en présence d'un faible rayon de confiance, situation de fermeture, facteur d'immobilisme et de repli sur soi. Lorsque, à l'inverse, les liens extérieurs seront élevés, mais la sociabilité locale et intermédiaire faible, la confiance sera « diluée », et le rayon de confiance sera également très faible, mais avec des conséquences inverses, une forte instabilité due à une trop grande dispersion. Lorsque seuls les deux premiers indicateurs seront élevés, on sera dans une situation de rayon de confiance intermédiaire, permettant une grande variété de coopérations locales mais peu de capacité d'ouverture à l'extérieur. La situation de rayon de confiance élevé correspond à celle où les trois types d'indicateurs sont élevés.

La section suivante propose une application simple de ces propositions.

## 2. Application empirique

45 Cette section entreprend d'illustrer concrètement l'importance de la notion de rayon de confiance, et donne des premières pistes de mesure empirique. Pour cela, nous nous appuyons sur six études de cas (Callois et Aubert, 2007 ; Callois 2007). Il s'agit de six Pays ruraux au sens de la LOADDT de 1999 : les Pays de Saint-Flour (Cantal), Combrailles (Puy de Dôme), Dinan (Côtes d'Armor), Forez (Loire), Loire-Beauce (Loiret) et Sancerre-Sologne (Cher). Ces territoires ont fait l'objet d'enquêtes détaillées auprès des représentants d'institutions locales (collectivités, chambres consulaires), d'associations (d'entreprises, environnementales), et d'un échantillon d'une cinquantaine d'habitants par pays, représentatif de la population. Ces enquêtes ont permis d'obtenir une évaluation qualitative de la capacité d'action collective pour différents types de projets (coopération intercommunale, actions collectives économiques, initiatives en faveur de l'environnement...) et dans les différentes sous-zones de chaque territoire. Elles ont aussi permis d'appréhender le degré d'ouverture vers l'extérieur des territoires<sup>2</sup>. Donnons d'abord quelques traits saillants de ces zones, relativement aux questions de développement durable.

46 Le Pays de Saint-Flour est une excellente illustration des effets négatifs de la cohésion. On y trouve une très forte identité, une forte cohésion, mais la capacité de mener des actions collectives dans les domaines économique et environnemental est très faible. Cela en fait

un Pays très peu attractif pour la population et les emplois. De même, dans le domaine social, la coopération est difficile. D'ailleurs, la moyenne de l'indice de Gini sur les revenus des ménages (données cantonales 2001) est de 0,40 pour une moyenne sur tous les Pays de 0,36. L'enquête de terrain, réalisée à partir de questionnaires aux habitants, montre que cela est lié à un rayon de confiance très faible, limité souvent à l'échelle de la commune.

- 47 Le Pays des Combrailles possède des caractéristiques assez analogues à celui de Saint-Flour. Il semble cependant que la zone située au Sud-Ouest (sud de la rivière Sioulet) présente davantage de capacités d'action collective.
- 48 Le Pays de Dinan est parmi ces six zones celui qui correspond le mieux à l'idéal type du territoire durable. Identité et cohésion sont fortes, de même que les actions collectives, et ce dans tous les secteurs, y compris environnemental. Malgré une situation environnementale assez délicate en lien avec l'élevage hors-sol, les associations sont actives et efficaces, et la prise de conscience se généralise rapidement dans le monde agricole. A l'inverse des deux Pays précédents, c'est aussi un Pays ouvert aux coopérations avec les territoires voisins.
- 49 Le Pays du Forez présente des caractéristiques assez analogues au Pays de Dinan en termes de dynamique de développement, si ce n'est que du fait du moindre degré d'urgence en matière d'environnement, il ne s'agit pas d'un secteur aussi prioritaire. Cohésion et identité sont plus faibles, mais les actions collectives, souvent le fait de jeunes migrants issus de territoires voisins, sont relativement nombreuses. Il s'agit également d'un Pays très ouvert sur l'extérieur.
- 50 Le Pays Loire-Beauce est celui qui présente le plus haut degré d'individualisme. Bien qu'il soit très ouvert sur l'extérieur, est très dynamique sur le plan de la croissance de l'emploi (+ 10% sur 1990-1999), il présente une cohésion et un sentiment d'identité très faible. Le dynamisme économique semble donc fragile sur le long terme, car lié aux évolutions incertaines de la PAC et à l'opportunisme des entreprises qui paraissent faiblement ancrées à la zone. Les actions collectives sont limitées à des domaines très précis et bien balisés par la réglementation (gestion des déchets par exemple). Malgré de gros problèmes environnementaux (nappe de la Beauce), la mobilisation est faible ou peu efficace.
- 51 Le Pays Sancerre-Sologne est un territoire contrasté, segmenté en des zones quasiment « étanches » (petite Sologne à l'Ouest, Pays Fort au centre, Sancerrois à l'Est). C'est un pays unanimement décrit comme artificiel. La cohésion paraît faible dans l'ensemble, sauf sur le Sancerrois, caractérisé par une capacité d'action collective qui contraste beaucoup avec le reste du Pays. Le dynamisme économique est moyen, surtout tiré par une agriculture dynamique et une industrie rurale qui résiste bien.
- 52 Cette présentation, bien que très rapide, voire caricaturale, montre bien l'intérêt de la notion de rayon de confiance, trop faible à Saint-Flour et en Combrailles, trop « dilué » en Loire-Beauce. Nous allons maintenant tenter une évaluation plus quantitative des caractéristiques des réseaux sociaux. Comme indiqué à la fin de la section précédente, nous distinguerons trois niveaux d'évaluation de la densité des réseaux sociaux :
  - Un niveau très local, pour lequel nous tenterons de mesurer l'intensité d'intégration sociale des individus. Cela servira à évaluer la confiance « à faible rayon ».
  - Un niveau très « dilué », pour mesurer l'ouverture à l'extérieur, ou les relations à « rayon élevé ».

- Un niveau intermédiaire, interne au Pays, mais pas seulement local.

53 Pour les niveaux « local » et « dilué », on utilisera respectivement les indices de cohésion et d'ouverture migratoire calculés par Callois et Aubert (2007), qui s'avèrent assez performants. Pour le niveau intermédiaire, on utilise un indicateur de brassage social, l'indice de dissimilarité, qui est une mesure classique de ségrégation (Duncan et Duncan, 1955). L'indice de dissimilarité est compris entre 0 et 1 et se calcule comme suit :

$$Dissim = \frac{1}{2} \sum_{k=1}^K \left| \frac{a_k}{A} - \frac{b_k}{B} \right|$$

où les  $a_k$  et  $b_k$  sont les effectifs respectifs sur la commune  $k$  des deux catégories que l'on oppose (ici, les agriculteurs et les ouvriers),  $A$  et  $B$  les effectifs totaux. On calcule l'indice à deux échelles : d'abord à l'échelle du Pays entier, puis à l'échelle du bassin de vie (INSEE, 2003), en faisant la moyenne sur le Pays, pondérée par la population 1999. Les données sont issues du recensement de 1999.

54 Conformément à la discussion de la section précédente, ces indicateurs vont être utilisés pour tenter d'estimer l'ordre de grandeur du rayon de confiance et de comparer les résultats avec les données qualitatives exposées plus haut.

Tableau 2. Indicateurs de liens sociaux aux quatre niveaux

Pays	Saint-Flour	Combrailles	Dinan	Forez	Loire-Beauce	Sancerre-Sologne
Cohésion locale	0,39	0,24	0,24	0,24	- 0,03	- 0,29
Dissimilarité bassin de vie	0,41	0,40	0,29	0,42	0,38	0,40
Dissimilarité Pays	0,53	0,48	0,33	0,46	0,44	0,43
Ouverture extérieure	0,38	0,44	1,08	1,03	1,00	0,63

55 Le tableau 2 donne les résultats des quatre indicateurs pour les six Pays. L'indice de cohésion (compris entre - 1,52 et 1,68 sur la France entière) est cohérent avec le niveau d'intégration sociale qui ressort des enquêtes de terrain, sauf pour le Pays Loire-Beauce pour lequel on aurait attendu un niveau plus bas. Il en est de même pour l'indice d'ouverture (compris entre 0,38 et 1,22 sur la France entière).

56 C'est sur les indices de dissimilarité que l'on perçoit le mieux l'importance du rayon de confiance comme facteur limitant de la durabilité. Rappelons que plus l'indice est élevé, plus la ségrégation est forte. Pour le Pays de Saint-Flour, on trouve une ségrégation très forte, surtout à l'échelle du Pays. Cela est cohérent avec un très faible rayon de confiance, qui limite les possibilités de mobilisation collective. C'est l'inverse pour le Pays de Dinan, qui a le score le plus bas aux deux niveaux, bassin de vie et Pays, en cohérence avec l'hypothèse d'un rayon de confiance élevé. Les résultats confirment une extension du

rayon de confiance un peu plus élevée pour les Combrailles que pour Saint-Flour, ainsi qu'un niveau moyen de confiance aux niveaux intermédiaires pour le Pays Loire-Beauce. Sancerre-Sologne ressort avec un rayon de confiance faible cohérent avec son caractère très segmenté. Les résultats sont plus surprenants pour le Pays du Forez, pour lequel on aurait attendu une plus faible ségrégation. Il ressort cependant globalement bien comme un pays à « rayon intermédiaire », dont la principale force est son ouverture.

- 57 Naturellement, les indices de « relations de niveau intermédiaire » restent assez frustes, puisqu'ils sont basés sur des mesures de proximité géographique entre individus de catégories sociales différentes. L'opposition entre monde agricole et ouvrier n'est pas forcément la plus pertinente partout (en particulier elle n'aurait plus de sens en zone urbaine). Elle pourrait être utilement complétée par d'autres types d'opposition (entre diplômés du supérieur et non diplômés, entre jeunes et personnes âgées etc.). Toutefois, les résultats sont dans l'ensemble encourageants sur l'intérêt de ce type de mesure, qui reste d'ailleurs l'une des seules disponibles à partir des bases de données statistiques.

## Conclusion et perspectives

- 58 Ces résultats montrent l'importance de considérer la notion de cohésion à différents niveaux dans l'appréciation de la durabilité du développement territorial. Naturellement, d'autres études de cas seraient nécessaires pour une validation des indicateurs et de la méthode utilisée ici. Cependant, la méthode générale, basée sur la comparaison d'indicateurs de niveaux géographiques différents semble assez robuste. La méthodologie développée ici est plus particulièrement adaptée pour les espaces ruraux et périurbains, où espace social et espace géographique restent souvent assez étroitement liés. D'autres mesures seraient à développer pour les espaces urbains, où l'échelon communal comme échelon de base est d'ailleurs clairement trop grossier.
- 59 Des tentatives de mesure systématique de la confiance à différents « rayons » dans l'espace géographique et social s'avèreraient utiles pour évaluer la durabilité du développement territorial. Les mesures proposées dans cet article sont relatives à un contexte précis (celui des zones rurales françaises) mais peuvent être aménagées pour être appliquées à d'autres contextes, notamment urbains, et devraient bien entendu être combinées autant que possible à des considérations plus qualitatives. Une telle évaluation, couplant approche qualitative et quantitative, permettrait en particulier d'identifier les facteurs de blocage à la durabilité : trop faible cohésion, ou au contraire trop grand cloisonnement de petits groupes sociaux, trop faible ouverture à l'extérieur...
- 60 En outre, la mesure de ces indicateurs ne prend en compte qu'un des facteurs de la durabilité, les relations sociales. Ces considérations ne doivent pas faire oublier les autres facteurs importants de la durabilité, en particulier le comportement des leaders et l'efficacité des systèmes institutionnels locaux. Les études de terrain suggèrent cependant que la forme des réseaux sociaux contraint pour une large part l'efficacité des institutions et les possibilités d'action des leaders. Même le leader le plus dynamique n'arrivera pas à faire avancer son territoire dans la voie du développement durable si d'innombrables blocages de nature sociologique viennent entraver ses projets.
- 61 Les implications politiques de ces considérations sont potentiellement importantes. Sous réserve de validations empiriques sur d'autres terrains et en particulier en zone urbaine, le message le plus important à retenir est sans doute qu'il convient absolument d'adapter

l'action territoriale aux caractéristiques locales en termes de rayon de confiance. Il semble que c'est en particulier sur les réseaux de « rayon moyen » que devrait se concentrer l'intervention. En effet, l'échelle intermédiaire est celle qui concilie le mieux les effets stabilisateurs et les effets d'ouverture des relations sociales. De plus en plus de politiques, notamment territoriales, encouragent avec raison l'action collective sous toutes ces formes. Une attention plus grande pourrait être apportée à ce que l'action collective transcende les catégories sociales et soit autant un facteur d'ouverture que de cohésion.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Akerlof G., Kranton R.E., 2000, "Economics and identity", *Quarterly Journal of Economics* vol. 115, n° 3, pp. 715-753.

Angeon V., Caron P., Lardon S., 2006, « Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? », in *Développement Durable et Territoires*, dossier 7 « Proximité et Environnement », mis en ligne le 17 juillet, <http://developpementdurable.revues.org/document.html?id=2851>

Beugelsdijk S., van Schalk T., 2005, "Social Capital and Growth in European Regions: An Empirical Test", *European Journal of Political Economy* n°21(2), pp. 301-324.

Brubaker R., 2001, « Au-delà de l'identité », *Annales de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 139, pp. 66-85.

Burt R.S., 2000, "The network structure of social capital », *Research in Organizational Behaviour*, n° 22, pp. 355-373.

Callois J.M., 2004, « Capital social et développement économique local. Pour une application aux espaces ruraux français », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 4, pp. 511-578.

Callois J.M., 2007, « Les limites du territoire, une application de la notion de rayon de confiance au développement territorial », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* (à paraître).

Callois J.M., Aubert F., 2007, "Towards indicators of social capital for regional development issues », *Regional Studies*, (à paraître).

Daucé P., Léon Y., 2003, « Analyse d'un mécanisme de polarisation économique dans une région rurale. L'exemple de la région de Lamballe », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°5, pp. 925-950.

Duncan O.D., Duncan B., 1955, "A methodological analysis of segregation indexes", *American Sociological Review*, n°20, pp. 210-217.

Durlauf S. N., Fafchamps M., 2004, "Social capital, in Handbook of economic growth". S. Durlauf and P. Aghion eds., *NBER Working paper n°10485*.

Fukuyama F., 1995, *Trust: the social virtues and the creation of prosperity*, New York, Free Press.

- Goette L., Huffman D., Meier S., 2006, "The Impact of Group Membership on Cooperation and Norm Enforcement: Evidence Using Random Assignment to Real Social Groups", *American Economic Review*, 96(2), 212-216.
- Granovetter M., 1973, "The strength of weak ties", *American Journal of Sociology*, n°78, pp. 1360-1380.
- Granovetter M., 2005, "The impact of social structure on economic outcomes", *Journal of Economic Perspectives*, n°19 (1), pp. 33-50.
- Grootaert C., 1998, "Social capital: the missing link?", World Bank, *Social Capital Initiative Working Paper n°3*.
- Helliwell J. F., 1996, *Economic Growth and Social Capital in Asia. The Asia Pacific region in the global economy: A Canadian perspective*, pp. 21-42.
- INSEE, 2003, *Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie, Rapport de l'INSEE pour la DATAR (avec la participation de IFEN, INRA, SCEES)*.
- North D.C., 1990, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.
- Ollivro J., 2005, *Au-delà de l'opposition urbain/rural, la prise en compte d'un nouveau projet à partir de l'exemple breton*, Université Villes et Agricultures, 21-22 octobre 2005, Redon.
- Perrier-Cornet P., 1990, « Les filières régionales de qualité dans l'agro-alimentaire : étude comparative dans le secteur laitier en Franche-comté, Emilie Romagne, Auvergne », *Economie Rurale*, n°195, pp. 27-33.
- Perrier-Cornet P., Sylvander B., 2000, « Firms, coordinations et territorialité. Une lecture économique de la diversité des filières d'appellation d'origine », *Economie rurale*, n°258, pp 79-89.
- Portes A., Landolt P., 1996, "The downside of social capital", *The American Prospect*, n°26, pp. 18-21.
- Rupasingha, A., Goetz S. J., Freshwater D., 2002, "Social and Institutional Factors as Determinants of Economic Growth: Evidence from the United States Counties", *Papers in Regional Science*, n° 81 (2), pp. 139-155.
- Shortall S., 2004, "Social or Economic Goals, Civic Inclusion or Exclusion? An Analysis of Rural Development Theory and Practice", *Sociologia Ruralis*, n°44 (1), pp. 109-123.
- Stiglitz J.E., 2002, *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard.
- Stiglitz J.E., 1993, "Peer monitoring and credit markets", in K. Hoff, A. Braverman and J. E. Stiglitz (eds), *Economics of rural organization. Theory, practice, policy*. Washington, World Bank.
- Todd E., 1990, *L'invention de l'Europe*. Paris, Le Seuil.
- Uzzi B., 1996, "The sources and consequences of embeddedness for the economic performance of organizations", *American Sociological Review*, n° 61, pp. 674-698.
- Varughese G., Ostrom E., 2001, "The Contested Role of Heterogeneity in Collective Action: Some Evidence from Community Forestry in Nepal", *World Development*, n° 29(5), pp. 747-765.
- Woolcock M., 1998, "Social capital and development: towards a theoretical synthesis and policy framework", *Theory and Society*, n°27(2), pp. 151-208.

## NOTES

1. La politique des Pays, initiée par les lois d'orientation relatives à l'aménagement du territoire de 1995 et 1999, vise à favoriser l'organisation de territoires de projets d'une taille de l'ordre de l'arrondissement, en finançant des actions d'animation et d'ingénierie, et en formalisant la constitution de chartes de territoire. Le programme communautaire Leader, initié en 1989, procède de la même logique, en finançant la constitution de Groupes d'Action Locale, porteurs d'initiatives innovantes de développement rural.
  2. Le lecteur pourra se référer aux études originales pour des détails sur la méthodologie empirique employée.
- 

## RÉSUMÉS

Un mode de développement peut présenter des contradictions entre les différentes dimensions de la durabilité. Cet article montre l'intérêt de la notion de rayon de confiance pour évaluer la contribution des relations sociales à la durabilité du développement. Il décrit les mécanismes en jeu, et illustre l'évaluation du rayon de confiance dans six études de cas. La durabilité la plus forte apparaît en général associée à un niveau intermédiaire de rayon de confiance, qui permet de concilier ouverture à l'extérieur et stabilité des relations. L'article propose également des mesures quantitatives du rayon de confiance.

Development paths may include contradictions between the different dimensions of sustainability. This article shows the usefulness of the notion of radius of trust in order to evaluate the contribution of social relationships to sustainability. It describes the mechanisms at play, and illustrates the assessment of the radius of trust in six case studies. The higher sustainability turns out to be generally associated with intermediate levels of radius of trust. Such an intermediate level allows to reconcile openness to external resources and stability of the relationships. The article also suggests quantitative measures of the radius of trusts.

## INDEX

**Mots-clés** : développement local, développement territorial, capital social, rayon de confiance, durabilité

**Keywords** : local development, territorial development, social capital, radius of trust, sustainability

## AUTEUR

### JEAN-MARC CALLOIS

Jean-Marc Callois est chercheur en économie au Cemagref de Clermont-Ferrand. Il travaille essentiellement sur la mesure empirique des caractéristiques sociologiques et institutionnelles



pertinentes pour le développement local.

Adresse : 24 avenue des Landais, BP 50085, 63172 Aubière Cedex, France, Jean-Marc.Callois@clermont.cemagref.fr, Tel.: (0)4 73 44 06 52 Fax: (0)4 73 44 06 98.